RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT de l'ORNE — 3e Circonscription

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 18 Novembre 1962

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Vous allez élire le 18 Novembre votre député pour cinq ans. *Ces années seront décisives.* La génération d'après guerre, la plus nombreuse en France depuis 100 ans, va arriver à l'âge d'homme et aux responsabilités.

Une transformation profonde des modes de vie de la France nécessite *l'aménagement des structures politiques et économiques.* Trois objectifs fondamentaux doivent être assignés à l'avenir.

1° *Une démocratie moderne.*

2° *L'expansion économique pour permettre le progrès social et familial.*

3° *L'Unité de l'Europe* pour assurer la paix, la sécurité et le progrès.



M. HALBOUT

— **Une Démocratie Moderne** exige

UN GOUVERNEMENT EFFICACE
UN PARLEMENT UTILE
DES CITOYENS RESPONSABLES.

Sous la Ve République, je n'ai pratiqué ni le soutien inconditionnel, ni l'opposition systématique. *J'ai refusé de renverser le gouvernement,* tout en estimant que certaines de ses méthodes devaient être réformées.

Pour l'avenir, le gouvernement d'une nation moderne doit être fort, *à l'abri de l'instabilité.* Mais le pouvoir ne doit pas être isolé et confié aux seuls techniciens. Sans *équilibre des pouvoirs* et sans l'appui de la Nation, il n'y a ni autorité, ni démocratie véritable.

C'est pourquoi, je veillerai à ce que le Parlement exerce la plénitude de ses droits législatifs et de contrôle; que les grandes forces de demain — les Syndicats, les formations Familiales et la Jeunesse — soient associées à une politique nationale ; que le pouvoir politique et la responsabilité économique soient solidement liés.

Alors seulement, le vide politique dont serait menacée la France en cas de disparition du Président de la République, sera comblé.

— **L'Expansion économique**

doit se faire au bénéfice de tous les Français. Ces 4 années ont été marquées par *le redressement financier et la stabilité monétaire, conditions indispensables de notre indépendance nationale.* Mais, assombries par la guerre d'Algérie, elles n'ont pas apporté aux populations laborieuses de la ville et de la campagne, un mieux-être suffisant par une meilleure répartition du revenu national.

Ce qui a été fait est important.

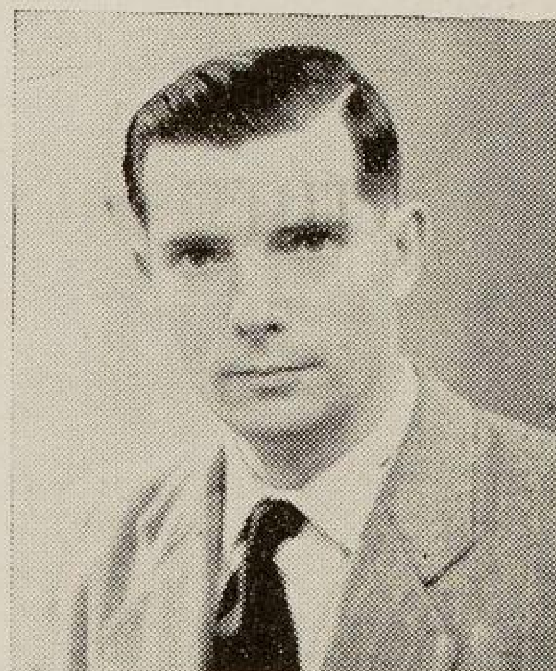
Ce qui doit être fait dans un avenir immédiat ne l'est pas moins.

Les activités productrices des plaines d'Argentan et du centre du Département, du pays d'Auge et du Bocage se sont développées comme jamais auparavant. Et c'est à ce moment que l'inquiétude a gagné les milieux agricoles. Il faut que sur cette terre de Normandie puissent prospérer le maximum de familles paysannes. Leur sécurité doit être obtenue en appliquant les lois votées en 1960 et 1962, *pour des garanties de prix* suffisantes, pour une *parité sociale,* pour un aménagement des structures foncières, en *évitant les concentrations,* notamment *faites* par *les non-professionnels.*

La décentralisation a commencé de porter ses fruits. A côté des industries anciennes modernisées, elle a apporté dans les principales villes le travail qui risquait de manquer ; *il faut qu'elle soit poursuivie non seulement dans ces villes mais dans les chefs-lieux de canton et les principales communes.*

Le rôle du Parlement est de *s'opposer à toute concentration accrue dans la région parisienne.* La construction de logements si nécessaires dans les villes et les principales bourgades, ne doit plus être entravée par des règles administratives et des délais, qui ne permettent pas de *suivre le rythme d'accroissement* prévu pour les usines elles-mêmes.

Le devoir du gouvernement et du Parlement est aussi d'assurer aux *petites et moyennes entreprises, aux artisans et aux commerçants*, la sécurité dans l'exercice de leurs activités.



M. BURON

La pression fiscale ne doit plus être faite contre telle ou telle catégorie, et les détaxations ne doivent plus être au seul profit des entreprises vastes et intégrées.

L'égalité fiscale doit être rétablie, sans contestation possible, entre les diverses formes de commercialisation et de distribution.

La part des travailleurs et des familles dans la répartition du revenu national doit être augmentée, en tenant compte de la productivité et de la prospérité des entreprises.

Il s'agit donc de vouloir une véritable politique des revenus et pour cela augmenter les ressources :

— des *familles* en rattrapant le retard pris par les allocations familiales sur les salaires ;

— des *personnes âgées* dont les prestations sont restées anormalement basses, ainsi que le plafond de leur versement ;

— des *ouvriers retraités* par un meilleur calcul du montant de la retraite et l'octroi de cette retraite à 60 ans dans les professions les plus pénibles ;

— les *serviteurs de l'Etat* ne doivent plus être des parents pauvres.

Il faut hâter la suppression définitive des zones de salaires.

Il faut rendre *l'enseignement, dans le maintien de la liberté, accessible à tous les niveaux, à tous les enfants* ; en augmentant les moyens de recrutement et de formation des maîtres et l'équipement scolaire.

Enfin, il faut *rendre justice aux Anciens Combattants et aux Victimes de guerre*, et assurer le reclassement des rapatriés.

Mais le développement de la France est entièrement lié au développement de l'Europe.

— **L'Europe unie** permettra d'assurer

— NOTRE DÉVELOPPEMENT
— NOTRE SÉCURITÉ

L'Europe est en danger. Le moment est venu de savoir si l'Europe va être enfin pourvue d'une autorité politique seule capable de prendre les décisions devenues indispensables pour poursuivre et accélérer son unité économique elle-même.

Mais par delà son progrès économique, l'Europe doit assurer sa sécurité. Une Europe unie sera respectée par ses adversaires et traitée en égale par ses alliés.

Une Europe unie permettra d'établir des liens durables avec les Pays Africains sur le plan économique et culturel.

Je demeure fidèle au Mouvement Républicain Populaire, dont l'élargissement doit assurer un renouveau de la Démocratie. La France a besoin d'institutions équilibrées, d'une économie rénovée afin de répondre :

— aux exigences de la technique,
— aux aspirations de tous les Français,
— aux conditions difficiles de la vie internationale.

Cette grande tâche de l'avenir, je souhaite qu'elle soit entreprise en accord avec le Président de la République, le gouvernement et les diverses tendances politiques républicaines représentées au Parlement.

Je ferai tout pour l'Union, pour le Progrès social, et pour l'avenir d'une France jeune dans une Europe unie.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

ÉMILE HALBOUT

Conseiller général de l'Orne
Maire de La Lande-Patry

Candidat d'Union et d'Action Sociale
pour la 5e République

Remplaçant éventuel : Henri BURON, Maire de La Ferrière-aux-Etangs.

Impr. de **L'Orne Combattante**, 2-11-62